

2011

Agriculture capitaliste et salariat agricole au Maroc à l'heure de la mondialisation: le cas de Souss

Mohamed Bouchelkha

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc,
m.bouchelkha@uiz.ac.ma

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat>



Part of the [Geography Commons](#), and the [Sociology Commons](#)

Recommended Citation

Bouchelkha, Mohamed (2011) "Agriculture capitaliste et salariat agricole au Maroc à l'heure de la mondialisation: le cas de Souss," *Dirassat*. Vol. 14 : No. 14 , Article 11.

Available at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat/vol14/iss14/11>

This Article is brought to you for free and open access by Arab Journals Platform. It has been accepted for inclusion in *Dirassat* by an authorized editor. The journal is hosted on [Digital Commons](#), an Elsevier platform. For more information, please contact rakan@aarj.edu.jo, marah@aarj.edu.jo, u.murad@aarj.edu.jo.

Agriculture capitaliste et salariat agricole au Maroc à l'heure de la mondialisation: le cas de Souss

Cover Page Footnote

1- Enseignant chercheur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines d'AGADIR

Agriculture capitaliste et salariat agricole au Maroc à l'heure de la mondialisation : le cas de Souss

Bouchelkha Mohamed⁽¹⁾

Introduction

Les différentes dynamiques et évolutions que connaît l'agriculture marocaine sont souvent analysées sous certains angles comme les mutations spatiales, la dualité tradition/modernité, le progrès technique, les performances en matière d'exportation et de compétitivité etc...Par contre les conditions humaines et sociales de la production agricole ont été souvent négligées ou passées inaperçue aussi bien par les chercheurs que par les autres acteurs du secteur. Ce constat général est facilement vérifiable au niveau de la région de Souss.

En effet, tout le monde sait que Souss est la première région du pays en matière de production et d'exportation de plusieurs fruits et légumes (agrumes, tomates, bananes...). Elle concentre également la plus importante superficie de culture sous serres au Maroc ; comporte un grand nombre de stations d'emballage et de conditionnement...De même qu'elle accueille un contingent d'investisseurs étrangers (plus particulièrement des sociétés françaises et espagnoles). Mais rarement sont considérées les questions liées à la main d'œuvre agricole et ses implications économiques et sociales.

Actuellement, les migrations essentiellement temporaires de main d'œuvre partant de l'agriculture de subsistance à celle dite capitaliste sont de plus en plus répandues au Maroc et Souss est un exemple pertinent qui mérite réflexions et études approfondies.

En effet, en plus des espaces avoisinants, certaines régions et zones pauvres du pays semblent servir de réserve de main d'œuvre à la région de Souss. Quelle est l'importance réelle de cette migration ? Quels sont ses impacts sur son environnement socio-économique et culturel ?

En outre, cette masse de salariés agricoles de plus en plus importante n'est-elle pas un indice sérieux de la naissance d'un prolétariat rural ? L'agriculture capitaliste dans le Souss- espace fortement « mondialisé » et imprégné par la présence du capitalisme international- est-elle devenue un environnement qui favorise le développement du syndicalisme et l'esprit de classe chez les ouvriers agricoles ? L'agriculture intensive telle quelle est pratiquée actuellement est certainement créatrice d'emplois mais ne produit-elle pas une autre forme de marginalisation et d'exclusion sociale contre

(1) Enseignant chercheur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines d'Agadir.

lesquelles le Maroc se mobilise et lutte acharnement? Ou bien la marginalisation et la misère des milliers de femmes et d'hommes est un mal nécessaire au « développement économique » ? Comment pourrait on concilier dans l'agriculture intensive capitaliste la recherche du profit et les conditions sociales acceptables des travailleurs, en plus des équilibres écologiques ?

1 . Introduction de l'agriculture capitaliste et naissance du salariat⁽²⁾ agricole

Même si la présence coloniale a été relativement tardive dans le Souss, elle a toutefois entraînée les campagnes de la région dans une nouvelle ère socio-géographique et économique dont les effets sont toujours perceptibles. En effet, l'instauration de l'économie monétaire et les différentes formes d'expropriations ont contraint un nombre croissant de paysans à abandonner l'économie de subsistance pour chercher un travail salarié dans le secteur capitaliste (agrumes, primeurs, centres urbains...etc).

De prime abord, nous analyserons les conditions qui ont favorisé le développement du travail salarial dans le domaine agricole et plus particulièrement dans le Souss.

1.1. Processus soutenu d'accumulation du capitalisme agraire dans le Souss

Si les rapports entre l'Etat et les paysans ont été souvent marqués par la concurrence et les conflits autour du foncier, l'ère coloniale allait entraîner des mutations profondes de la structure agraire. Celle-ci s'est traduite par la formation des grandes exploitations, l'effritement du patrimoine foncier collectif et l'exclusion économique et sociale des petits paysans et la multiplication des paysans sans terre.

En effet, la colonisation agricole dans le Souss avait largement contribué à la multiplication des petits exploitants qui ont vu leurs propriétés se rétrécir par cette présence étrangère ou tout simplement perdre leurs lopins de terre sous différents prétextes. Par conséquent, les masses paysannes se sont trouvées dans des conditions économiques et sociales précaires⁽³⁾. Les difficultés d'accès aux parcours collectifs - une composante vitale de leur terroir- ainsi que les restrictions d'accès à l'eau, sont autant d'éléments qui ont favorisé ce processus de déracinement⁽⁴⁾. Ainsi, en 1969 sur 39000 foyers de la plaine de Souss, 6500 foyers ne possédaient pas de terre, soit 16% des foyers sédentaires de la plaine. (Allaoui, M. 1971).

(2) Nous entendons par salariat agricole la forme de rémunération du travail agricole par un salaire convenu entre les deux parties concernées et qui sera perçu à une date déterminée(fin de la journée, fin de la semaine...).

(3) Le développement de l'agriculture capitaliste au Maroc en général et dans le Souss en particulier a été souvent lié à l'expropriation des paysans de leurs terres ou des terres collectives des communautés villageoises.

(4) Ce phénomène a été largement analysé dans le cas de l'Algérie, voir plus particulièrement Bourdieu P. et .Sayed. A « Le déracinement». Edition de minuit. Paris 1973.

L'étude que nous avons menée dans les finages des douars du Houara a montré que le pourcentage des foyers sans terres diffère d'un douar à l'autre. Ainsi, à Ait selman, Agafai, labiout et à Ait Rahmoun ce pourcentage a été de 22% et a atteint 29% dans d'autres comme celui de Rouif et Lakrarma appartenants à la commune de Lagfifat. (Bouchelkha M. 2007). Cependant, l'importance des foyers sans terre prend une ampleur inquiétante dans les espaces qui connaissent l'extension du nouveau capitalisme agraire lié aux cultures maraîchères comme c'est le cas dans les Chtouka.

En effet, ces nouvelles conditions vont déclencher deux principales tendances : exode rural et développement du salariat agricole.

Cette nouvelle phase de transformation foncière allait se consolider et prendre des ampleurs plus important après l'indépendance du pays. Elle s'est caractérisée par le transfert des propriétés des colons aux nouveaux propriétaires marocains. Cette opération s'est réalisée dans la plaine du Souss et plus particulièrement à l'aval de la plaine. La seconde emprise foncière pendant laquelle les terres du Souss sont de plus en plus convoitées aussi bien par le capital national que celui venant de l'étranger a débuté dans les années 80. Cette phase peut être associée à l'application de la fameuse « politique d'ajustement structurelle ». Cependant, cette tendance prendra des ampleurs plus importantes dans le nouveau contexte de la mondialisation.

1.2. La « libéralisation » d'une population rurale marginalisée : du «khammass»⁽⁵⁾ à l'ouvrier agricole.

L'émergence des salariés agricoles est une des conséquences des nouveaux rapports sociaux liés aux mutations des campagnes du Souss.

En réalité, l'ouvrier agricole, même s'il était exploité par les colons, les conditions de travail et les rémunérations étaient nettement plus avantageuses que celles pratiquées dans le cadre du mode de production précapitaliste. (Pascon P. 1986). Toutefois, la «khammassat » peut être considéré comme une forme d'esclavage (Guerraoui D. 1985, El khyari T. 1987). Ainsi, dans le Souss, plusieurs familles qui ont vécu dans le cadre du « khammassat» c'est à dire dans le cadre structures de productions précapitaliste, notamment sous le régime caïdal caractérisé par l'exploitation anarchique des populations locales (touiza⁽⁶⁾ au profit des caïds...). Dans ces conditions, le travail dans les fermes des colons allait constituer une alternative à leur devenir social et économique. C'était même l'occasion de retrouver une certaine liberté comme elle a été le cas des «zouag»⁽⁷⁾ chez les Houara.

(5) C'est celui qui travaillait, parfois, avec sa famille, au profit d'un propriétaire en contrepartie du 1/5 de la production. En réalité, le Khammass, se trouve dépendant de son exploitant, puisque à la fin de la campagne agricole, il a déjà épuisé sa part et par conséquent s'engage de nouveau dans un rapport de subordination et de dépendance.

(6) Ensemble de travaux agricoles que la population a été contrainte d'exécuter au profit des caïds sans contrepartie.

(7) Se sont les personnes qui ont été contraintes de quitter leur famille et se réfugiées chez d'autres tribus. La colonisation a été pour eux l'occasion de retourner travailler chez les colons ou pour certains s'engager dans l'armée « les Goum-s »(type de militaire créé à l'époque de la colonisation).

Le nombre d'ouvriers agricoles⁽⁸⁾ travaillant chez les colons peut être estimé à 3500 ouvriers à la veille de l'indépendance. La rémunération journalière était environ 120 francs en 1952⁽⁹⁾. (BRIEN P. (1952).

Toutefois, le travail rémunéré avait pris au début de la présence coloniale une forme de travail forcé, essentiellement dans les chantiers de la construction de la route Agadir –Taroudant. De même que ce travail forcé a été pratiqué dans la bonification des terres, la préparation des plantations des agrumes, la lutte contre l'invasion des acridiens, le défrichement de l'arganier...

Ainsi, une des conséquences de l'émergence du salariat agricole et qu'un nombre croissant d'ouvriers et de petits paysans ne posséderent plus d'autres moyens de vivre ou de survivre que le travail agricole. Cela signifie donc une certaine rupture avec l'agriculture de subsistance pour un bon nombre d'entre eux.

En somme on peut déduire que les autorités coloniales ont contribué à créer « *les conditions sociales nécessaires à la reproduction du modèle colonial et ce à travers l'encouragement de l'émergence des groupes sociaux favorisant la conservation du régime* » (Ben Mlih. P.39, 1990).

Ainsi, la pénétration des colons dans les campagnes du Souss loin de faire bénéficier les agriculteurs des bienfaits du nouveau mode de production a provoqué l'émergence d'une nouvelle stratification sociale dont le groupe des salariés agricoles est l'une de ses nouvelles composantes.

Toutefois, le salariat agricole va prendre des dimensions sans précédent dans l'agriculture marocaine malgré la dominance du travail agricole non rémunéré dans les exploitations familiales.

En effet, les politiques agricoles qui se sont succédées ont souvent accordé la priorité à l'agriculture moderne, ce qui a entraîné des déséquilibres régionaux et intra-régionaux très marqués et par conséquent l'accélération de la marginalisation économique et sociale des masses paysannes. Celles ci vont chercher refuge dans les centres urbains ou dans le secteur de l'agriculture capitaliste où elles vont contribuer au développement du salariat agricole.

(8) « Dans les régions où la colonisation a requis une forte population de salariés. On peut largement admettre que la catégorie des ouvriers occasionnels dérive de la prolétarianisation des anciens tenanciers et métayers ainsi que de la dévolution de la catégorie des salariés permanents ». (P. Pascon et M.Ennaji, 1986, p. 22).

(9) De même que la rémunération du travail agricole était parfois en nature, notamment la fourniture de pain de sucre (500g par jour par personne).

2. Modernisation et conditions de développement du salariat agricole

2.1. Développement d'une agriculture capitaliste ultra moderne

Les colons ont tracé la voie de l'agriculture extravertie dans le Souss : agrumes, primeurs, floriculture...la mettant ainsi dans le sphère de la mondialisation. « *Malgré les difficultés, Souss restera qualifier pour le développement d'une agriculture d'approvisionnement de l'économie mondiale.* »(Brien P. 1952).

Cette agriculture est basée sur la mécanisation de certaines opérations agricoles en plus de la motopompe comme nouveau moyen d'extraction de l'eau souterraine.

Ainsi, l'apparition de la dualité agriculture moderne/agriculture traditionnelle est apparue dans la région avec l'arrivée relativement tard des colons inaugurant ainsi le processus de mutations profondes des campagnes de la région. La pratique d'une agriculture spéculative orientée vers la métropole (agrumes et maraîchage) allait cependant, se développer après l'indépendance du pays dans un contexte historique et économique relativement favorable. Toutefois, l'élargissement de la CEE va entraîner des contraintes majeures quant à l'écoulement des produits agricoles marocains sur les marchés de l'Europe d'où la nécessité de se plier à un calendrier d'exportation très contraignant (les accords de 1976, puis ceux de 1996⁽¹⁰⁾)(Oulaalou F. 1980, 1997).

En effet, les agrumes qui occupaient environ 5000ha à la veille de l'indépendance couvraient déjà plus de 28000ha en l'an 2000 ! De même que les cultures maraîchères de pleins champs ont atteint 13541ha en 2000. Cependant, les pratiques agricoles qui auront des implications économiques et sociales très importantes sont celles relatives aux cultures sous serres. Ces dernières ont passé 358ha en 1985 à plus de 4188ha en l'an 2000 pour atteindre 9335ha en 2007 soit une augmentation de 45% en 7ans. La culture de la tomate occupe 4411ha ce qui représentent plus de 47% de la superficie totale des cultures maraîchères sous serres dans le Souss. L'essentiel de la superficie de ces nouvelles pratiques agricoles est concentrée dans la plaine des Chtouka(82% de la superficie totale des cultures sous serres de la région). Souss se présente ainsi comme la plus importante concentration des cultures sous serres dans tout le pays. Utilisées initialement dans la production maraîchère, les serres ont vite été étendues à d'autres cultures dont la production est destinée soit à la substitution à des importations coûteuses (les bananes en particulier ⁽¹¹⁾), soit au renforcement et à la diversification des exportations.

(10) Plus récemment (en 2008) il est question d'un statut avancé du Maroc dans son partenariat avec l'Union Européenne.

(11) Il faut signaler ici l'extension impressionnante du bananier sous serre qui a atteint 4174 ha en 2007.

Par ailleurs, ce nouveau système de production, très exigeant en capitaux et en savoir faire, se traduit également dans le cas de la région du Souss un niveau de développement technologique impressionnant : introduction de nouveaux système d'irrigation et de fertilisation, une meilleure maîtrise de la gestion de la serre, de nouvelles méthodes culturales... En somme le niveau de mécanisation dans le bassin des cultures protégées et presque le même que celui des pays industrialisés⁽¹²⁾. Par ailleurs, cette agriculture est créatrice d'emplois et fera appel à une main d'œuvre importante étrangère, dans sa majorité, à ces zones de production.

Cette agriculture moderne est l'œuvre d'acteurs sociaux faisant partie de la bourgeoisie agraire ou « compradore » auxquels s'est ajouter les nouveaux acteurs liés à la sphère de la globalisation.

2.2. Les nouveaux acteurs de l'agriculture moderne dans le Souss

Certains facteurs ont favorisé une situation sociale et foncière fragiles favorable à l'extension de l'agriculture capitaliste dans le Souss. Le processus de transfert des fermes des colons à des propriétaires marocains représentant essentiellement différents hautes personnalités de l'administration en plus de la naissance d'une élite locale qui s'est faite une place dans le monde de la nouvelle agriculture, allaient imprégner la vie agricole dans la région. La nouvelle phase de développement de l'agriculture capitaliste qui a pris forme après l'indépendance s'était concentrée dans la partie ovale de la plaine de Souss et s'était basée sur les agrumes et le maraîchage en plein champs.

Cette pratique de l'agriculture est restée dominante jusqu'au début des années 80. En effet, à partir de cette date de nouvelles conditions de production et d'écoulement des produits agricoles sur les marchés extérieurs, vont inaugurer une nouvelle phase de l'agriculture marocaine et en l'occurrence celle du Souss. Cette nouvelle étape de la pratique agricole capitaliste est par excellence celle des serres et des nouvelles cultures.

Concernant les agrumes nous avons noté l'importance de la propriété citadine qui s'est développée après l'indépendance du pays. Tout d'abord ceux qui sont venus d'ailleurs, notamment des grandes villes comme Casablanca, Fès et Rabat. Malgré leur nombre limité, ils accaparent plus de 53% de la superficie de la propriété citadine engagée dans la production des agrumes (Bouchelkha M. p.103, 2007). Ceux d'origine de la région forment dorénavant une élite locale très active. Cette dynamique de l'agriculture liée à la production des agrumes allait offrir l'opportunité de l'emploi pour des ruraux venus également d'autres régions du pays, notamment des plaines et des plateaux atlantiques.

Par ailleurs, la nouvelle phase de l'agriculture capitaliste dans le Souss, liée cette fois-ci au système de culture sous serres, va attirer de nouveaux acteurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Concernant les premiers, nos enquêtes ont montré que sur un

(12) IL faut noter ici en plus des initiatives des producteurs locaux et nationaux dans l'application des nouveautés technologiques, le rôle jouer par les investisseurs étrangers dans ce transfert de la technologie.

échantillon de 228 producteurs serristes, 52% d'entre eux sont des producteurs locaux. Cependant, leur activité est limitée (25% de la superficie totale). Cela signifie également que les producteurs locaux sont de petits producteurs dont la superficie moyenne des exploitations ne dépasse pas 4,6ha. Au contraire, les producteurs venus de l'extérieur de Souss représentent environ 48% du total des investisseurs mais exploitent 76% de la superficie totale équipée en culture sous serres.

Les investisseurs étrangers vont également trouver dans le nouveau contexte du développement de l'agriculture dans le Souss, l'occasion d'injecter leurs capitaux dans les nouvelles pratiques agricoles. La situation foncière et sociale des campagnes du Souss et plus particulièrement celles du Chtouka va permettre aux étrangers et à certains nationaux de constituer de vastes domaines qui dépassent parfois, les 100 ha.

2.3. Politique de délocalisation ou la nouvelle mobilité des capitaux internationaux

Ainsi, la région a été en mesure d'attirer les investisseurs européens. Leur nombre est passé de 5 producteurs en 1988 à 39 en l'an 2000. De même que la superficie exploitée par ces derniers a atteint 1124ha la même année.

La délocalisation d'un certain nombre d'investisseurs a été encouragée par plusieurs facteurs tels que la hausse des coûts de production dans les pays de l'Union européenne, les impôts fonciers, en plus de la lourde charge de coût de la main-d'œuvre. A cela il faut ajouter la nature du climat qui fait du Souss une « serre naturelle », et permet donc de réduire les coûts de production et d'élargir les marges de profit de manière significative par rapport aux pratiques agricoles en Europe (recourt à l'usage de chauffage des serres...)

Cette délocalisation a concerné des investisseurs étrangers venus principalement des pays européens qui ont des liens historiques et économiques avec le Maroc (la France et l'Espagne). Certains d'entre eux ont procédé au partenariat avec des investisseurs nationaux. Ils ont tous en commun une production prioritaire : les primeurs et les nouvelles cultures.

Ainsi, les investisseurs espagnols qui sont venus de certaines régions qui connaissent une concentration de la production des primeurs (Almeria), le coût de la main-d'œuvre est en outre important et le climat du Souss leur permettent d'être présents sur les marchés toute l'année, sont autant de facteurs qui ont incité ces producteurs à chercher des espaces plus cléments. Ainsi, la région semble offrir des conditions de production appropriées. Il faut également signaler les difficultés rencontrées par les producteurs espagnols dans les îles Canarie, en particuliers celles relatives à l'eau (baisse du niveau de la nappe dont la profondeur dépasse parfois 300m!)(13).

(13) La délocalisation a contribué d'une manière significative à la baisse du niveau de la nappe phréatique en l'occurrence celle du Chtouka où la profondeur est passée à plus de 150m (Ait Hssaine A. 2000).

Par ailleurs, les investisseurs espagnols exploitaient quelques 431ha en l'an 2000 soit 40% environ de la superficie totale occupée par les étrangers. Parmi les sociétés espagnoles les plus dynamiques il y a Duroc. ...Cette dernière a commencé ses investissements dans la région en 1988-1989. Elle résulte d'une entreprenariat entre Maresprim (60% du capital) et un entrepreneur marocain présent dans de nombreux secteurs et une grande entreprise espagnole (DuranGranada)) 40% des parts.

Quant aux Français, ils exploitent quelques 560 hectares en l'an 2000, soit environ 50% de la superficie totale dont disposent les étrangers. La superficie moyenne des investisseurs français est environ 21 ha/exploitation. Cependant, la présence des espagnoles est de plus en plus importante ces dernières années et leurs investissements dépassent déjà ceux des français.

Par ailleurs, si l'évolution du travail salarial a été lié à la présence des colons, il va prendre des dimensions plus importantes parallèlement aux mutations profondes que va connaître les campagnes du Souss et plus particulièrement l'extension des agrumes et des primeurs. Il faut souligner ici l'apport du nouveau système de production, en l'occurrence, les cultures sous abris dans la création de nouveaux emplois⁽¹⁴⁾.

Ces nouvelles mutations dans l'agriculture du Souss auront des impacts sur les structures démographiques et les mouvements de la population.

2.4. L'agriculture moderne a contribué à une dynamique démographique sans précédent.

En plus du rôle de la croissance naturelle de la population, les mutations profondes que connaît la région du Souss depuis le début du 20^{ème} siècle, aussi bien au niveau des activités économiques : changement des systèmes agraires, investissement financiers et techniques, extension de la pêche et d'autres activités industrielles, le développement du tourisme, l'encadrement administrative, ont largement contribué à une migration massive vers la région.

Les changements qu'a connu l'économie agricole depuis la période coloniale ont eu des conséquences sur l'évolution et la répartition de la population rurale dans le Souss. Ainsi, la population de la plaine a augmenté de 20% entre 1960 et 1982. Même si la plaine de Souss et plusieurs de ses composantes telles que Chtouka, Massa et l'amont de la plaine ont souvent constitués des bassins de migration (les départs), Souss Massa a gardé un rythme de croissance relativement élevé.

En effet, le taux de croissance de la population rurale en 1960 et 1982 a été le double de la moyenne nationale. De même que ce taux avait atteint 2,25% entre 1960 et 1971 dépassant ainsi la moyenne nationale (1,83%). Cette différence s'est persistée après une décennie : 1,74% contre 1,45% à l'échelle nationale. Cette forte croissance

(14) L'ouvrier serriste peut être amené à utiliser et à entretenir les différents équipements de climatisation, d'irrigation et de fertilisation. Cependant, dans le cas du Maroc, cet ouvrier n'est souvent pas préparé pour effectuer ses tâches (aucune formation préalable).

démographique s'est traduite également par une forte densité humaine. En effet, celle-ci est passée de 39hab/km² en 1960 à 51hab/km² en 1971 pour atteindre 70hab/km² en 1982 et atteint plus de 200ha/km² dans certaines communes de la plaine en 2004.

Les tendances démographiques se sont donc confirmées dans les décennies suivantes à savoir une forte croissance conjuguée à une importante densité humaine dans le bassin agrumicole : 3% de croissance annuelle entre 1982 et 1994 pour la population de l'ancienne commune d'El Guerdane, 2,04% pour la population de la commune de Ouled Teima. Cependant, on note que le poids démographique des communes de l'ensemble du bassin agrumicole a soit gardé le même rythme qu'auparavant, soit a légèrement baissé. Cette tendance est justifiée par le fait que ces territoires ont commencé à perdre l'attractivité dont ils jouissaient durant les dernières décennies au profit d'autres territoires, en l'occurrence Chtouka. Cette dernière a enregistré les plus importantes augmentations de la population par rapport à l'ensemble du Souss Massa. En effet, le pays des Chtouka est devenu le nouveau pôle d'attraction des activités agricoles de la région. La commune d'Ait Amira à titre d'exemple, a vu sa population passée de 13820 en 1982 à 25256 habitants en 1994 soit un taux d'accroissement annuel de 4,66%, ce qui représente la plus forte augmentation pour l'ensemble des campagnes du Souss Massa. Plus significatif encore et que la population de cette commune s'est élevée à 47458 habitants en 2004 soit un taux d'accroissement annuel de 6,5% entre 1994 et 2004 ! Ce taux est de 3,8% pour la commune de Oued Essafa, également concernée par le flux des migrants ouvriers.

La nouvelle dynamique agricole qui semble s'insérer dans un nouvel ère où la mondialisation a contribué à l'accélération de cette tendance démographique caractérisée par des taux de croissance élevés et des densités très marquantes (mouvement de la population venue chercher du travail...les départs massifs vers «*l'Italie du Maroc*» comme la surnomment les nouveaux arrivants des régions du Moyen Atlas.

3. Une forte migration ouvrière

3.1. L'attraction d'une main d'œuvre étrangère à la région

De prime abord il faut souligner qu'il n'y a aucune visibilité sur leur nombre, mais on en rencontre de plus en plus dans les exploitations agricoles et dans les stations de conditionnement et d'emballages. Cette migration ouvrière marque désormais l'espace et la société d'accueille⁽¹⁵⁾.

En 2007 les deux principales cultures spéculatives (agrumes et maraîchage) offraient à eux seules 20,23Millions de journées de travail. Le maraîchage permettait 67% de cette valeur dont les primeurs, produits essentiellement sous serres, contribuaient par 77% environ de cette offre et se présente ainsi comme le secteur qui

(15) Certains syndicats présents très actifs dans ces zones estiment le nombre d'ouvriers agricoles à plus de 50 000

embauche le plus de main d'œuvre. Tandis que les agrumes offraient 33% de la somme globale des journées de travail fournies par ces cultures intensives.(ORMVA/SM.2007)

Cette offre d'emplois va donc devenir une source d'attraction d'une population venue, en partie d'autres régions, et qui va marquer l'espace et la société d'accueil.

Quelles sont les principales caractéristiques de ces migrations ? Elles affectent aussi bien les hommes que les femmes; elles sont entretenues, dans les meilleurs des cas, par des contrats de travail de courte durée; elles concernent généralement des populations éloignées nécessitant des voyages sur de longues distances.

Si le bassin agrumicole a été depuis l'indépendance du pays une destination favorite des migrants venus des plaines et plateaux atlantiques, les primeurs et les nouvelles cultures du Chtouka vont attirer une population ouvrière originaire essentiellement des régions du Moyen Atlas.

En effet, les plus importantes régions d'approvisionnement en ouvriers agricoles sont celles d'Azilal, Khénifra, Beni Mellal... Ces régions contribuent, à elles seules à plus de 64% d'ouvriers agricoles contre 19% environ de la main d'œuvre agricole d'origine régionale. A noter que l'origine géographique de ce salariat agricole contraste avec celle des producteurs.

Dans le cas du bassin des primeurs, en l'occurrence Chtouka, plus de 50% des arrivants se sont déplacés entre 1995 et 2000⁽¹⁶⁾. Tandis que la migration vers le bassin agrumicole est plus ancienne et son importance était liée à l'extension et à la dynamique du secteur des agrumes.

Parmi les caractéristiques de cette population ouvrière c'est sa structure démographique marquée par la forte présence des jeunes : plus de 90% avait moins de 40 ans ! (Bouchelkha M. 2007). De même que la plupart d'entre eux étaient célibataires. Quant aux métiers et activités pratiqués avant l'arrivée dans les fermes du Chtouka, nous avons noté leur diversité. Cependant, l'agriculture représente pour plus de 60% d'entre eux leur dernière activité avant de rejoindre la région⁽¹⁷⁾.

La production agricole dans les nouvelles conditions techniques et culturelles nécessite une main d'œuvre importante dont la région n'en dispose pas suffisamment. D'où le recours à d'autres horizons pour répondre aux besoins croissants d'une agriculture en pleine extension. La société rurale porte déjà les marques de cette récente migration des ouvriers. Ainsi, certains douars se sont créés et dont les noms font parfois référence aux origines géographiques ou ethnique tels douar Laarab, Hmar ou tout simplement aux matériaux de construction (douar mika) en se référant ainsi aux plastiques récupérés des cultures sous serres !

(16) A noter que ce mouvement continue jusqu'à présent et prend de plus en plus la forme d'un flux migratoire organisé.

(17) Pour plus de détails sur les caractéristiques de cette migration ouvrière voir Bouchelkha M. Les campagnes du Souss Massa : Mutations récentes et dynamiques socio-spatiales. 2tomes 709 pages. Imprimerie Al watanyia. Marrakech. 2007.

A cela il faut ajouter l'importance de la main d'œuvre employée dans les stations d'emballage et de conditionnements dont la plupart sont liée à ce nouveau système de production. Ainsi, la région de Souss Massa dispose de plus de 130 stations.

Par ailleurs, la main d'œuvre engagée dans ces unités est presque exclusivement féminine. A l'instar des hommes travaillant dans les fermes, les « femmes des stations » viennent également d'autres horizons (plus de 80%), mais elles sont plutôt d'origine urbaine.

Ces femmes migrantes se logent dans la plupart des cas, à l'intérieur même de l'enceinte de la station, dans des conditions souvent précaires. En fait, les responsables de ces stations s'arrangent pour faire loger ces ouvrières à l'intérieur même de la station. Cette situation s'explique, en partie par le fait que ces jeunes immigrées n'ont pas l'accès facile à un logement parmi une population plutôt réticente quant à la présence de ce salariat féminin dans leur environnement socio-culturel. De même, le patronat trouve son compte dans cette situation puisqu'il dispose d'une main d'œuvre sur place jour et nuit. Il faut rappeler qu'il s'agit là d'un travail saisonnier (7mois au maximum). Le reste de l'année les jeunes femmes rejoignent les centres urbains du grand Agadir où elles exercent diverses activités ; travaux de ménage, travail dans les cafés, et même la prostitution pour certaines.

Venus des régions du Moyen Atlas et ailleurs, chassés par la misère et le chômage, ils constituent cette main d'œuvre déracinée dans leur propre pays et flexible à merci qu'exploite l'agriculture productiviste pour assurer sa rentabilité maximale...Autant plus que les locaux n'acceptent généralement pas de telles conditions de travail.

Par ailleurs, on se demande à quel point ces migrations ont provoqué des déséquilibres démographiques et une éventuelle désorganisation sociale des douars concernés par ces départs ainsi que les autres impacts de cette migration sur la population restée sur place. En effet, une meilleure compréhension de toutes ces questions méritent des enquêtes appropriées et des études approfondies.

3.2. Les conditions humaines et sociales du travail agricole

3.2.1. Prédominance du travail temporaire et saisonnier

En effet, l'agriculture capitaliste est un système de production qui a trouvé dans le Souss les conditions de son épanouissement aidé en cela par ce « climat de mondialisation » et par une politique de l'Etat favorisant cette tendance. Par ailleurs, elle a entraîné, sur le plan socio-économique, des rapports de classes complexes, semblables par certains aspects à ceux de la société industrielle. Les transformations de l'agriculture dans le Souss, comme partout dans l'agriculture capitaliste a eu comme corollaire une division poussée du travail au sein de l'entreprise agricole.

En effet, la main d'œuvre agricole est classée en plusieurs catégories selon la spécialisation et la permanence dans le poste de travail. Cependant, l'importance de la division du travail n'est pas seulement liée à l'importance spatiale de l'exploitation mais surtout au degré de l'intensification des activités agricoles. A titre d'exemple on

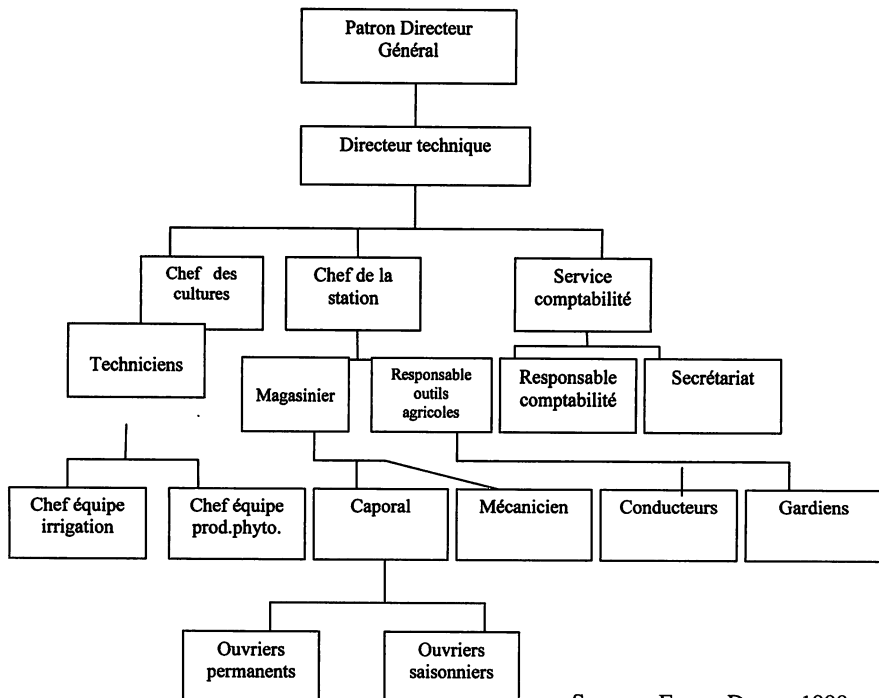
peut apprécier l'importance de cette spécialisation à partir du cas d'une exploitation agricole dans les Chtouka (voir schéma).

Les principaux postes rencontrés sont :

Le caporal ; les responsables de l'irrigation (dans les exploitations de plus de 10ha); les gardiens (plus de 4 gardiens pour les grandes exploitations) ; les responsables du magasin (les exploitations de plus de 5ha) ; les conducteurs des tracteurs ; les ouvriers spécialisés : on les trouve dans les exploitations de plus de 5ha , mais leur nombre augmente dans les grandes exploitations où les ouvriers sont répartis en plusieurs groupes selon les types de services demandés et les cultures pratiquées. Enfin, les ouvriers à tâches multiples : ils exécutent les différentes opérations agricoles.

À l'échelle nationale le nombre total des ouvriers agricoles permanents ne devait pas dépasser 140 000. Un effectif qui concernait surtout les ouvriers autrefois engagés dans les grandes sociétés agricoles (SODEA et SOGETA). Les salariés permanents de l'agriculture constituent donc, dans la masse de la main d'œuvre rurale, une minorité privilégiée. Tandis que l'armée des ouvriers est constituée des ouvriers et ouvrières occasionnels⁽¹⁸⁾ .

Schéma d'organisation d'une entreprise agricole dans les Chtouka



Source : Ferme Duroc. 1999

(18) «Les ouvriers véritablement saisonniers sont ceux qui ont quitté leurs activités ou leurs résidences, pour effectuer des travaux extrêmement précis (récoltes d'agrumes, de légumes... » (P. Pascon et M. Ennaji, 1986, p.21).

En effet, Les migrations temporaires de main d'œuvre partant du secteur de subsistance au secteur capitaliste prennent de plus de plus d'ampleur au Maroc. Ils prennent même un caractère international puisque le Maroc « exporte » cette main d'œuvre depuis déjà des décennies vers certains pays de l'Europe, la France en particulier, et plus récemment encore vers l'Espagne (essentiellement féminine). Cette main d'œuvre vit souvent dans des conditions très précaires et se loge en partie dans les lieux même de travail. A signaler ici que l'agriculture intensive en Europe suit la même logique de l'exploitation de cette force de travail⁽¹⁹⁾.

Cette main d'œuvre représente dans le cas de Souss plus de 80% de l'effectif total de la main d'œuvre agricole. Leur nombre dépasse parfois 200 personnes dans certaines fermes pendant les périodes de la récolte. Généralement, les entreprises agricoles emploient un petit nombre d'ouvriers permanents pour effectuer les tâches spécialisées mais comptent beaucoup sur la main d'œuvre saisonnière pour les principales opérations agricoles.

Les « mouquef »⁽²⁰⁾ constitue des lieux de recrutement de cette main d'œuvre agricole. On peut même distinguer des espaces réservés au recrutement des femmes comme c'est le cas à Ouled Teima et à Biougra.

Au Maroc comme partout dans les pays en voie de développement, l'économie de subsistance servait de main d'œuvre pour le secteur capitaliste. Elle constitue un instrument permettant au secteur capitaliste de maintenir les coûts de main d'œuvre et coûts sociaux les plus bas possible. *«Le capitalisme avait donc fait un effet contradictoire sur l'économie agricole traditionnelle. D'une part il tentait de la détruire, de l'autre il la maintenait et la subordonnait à ses propres besoins et intérêts»* (Rodolfo Stavenhagen, 1974).

3.2.1. Précarité sociale et luttes syndicales : naissance d'un esprit de prolétariat rural

Les conditions sociales du travail et la précarité des conditions de vie de cette population ouvrière les ont conduit à des tentatives d'organisation syndicales leur permettant de défendre leurs intérêts d'ouvriers dans les nouveaux rapports sociaux.

(19) L'agriculture intensive en Andalousie par exemple, autour d'Almeria connaît la plus forte concentration mondiale de serres de plastique (32.000 hectares de cultures industrielles). Elle « emploie » 80.000 immigrés dont environ 40.000 sans papiers dans des conditions déplorables. « Il s'agit d'un concentré de tous les dégâts sociaux et environnementaux que provoquent les processus de développement déséquilibrés et non durables du néolibéralisme ». El Sindicato de Obreros del Campo. 2005

(20) Lieu de rencontre et d'embauche pour les ouvriers agricoles.

On principe ces ouvriers agricoles sont payés au SMAG ⁽²¹⁾. Le salaire étant de 50 dh /jour en général. Toutefois, des différenciations de salaires très importantes : de 5000 à 12 000dh par mois pour certains cadres et gérants en plus des indemnités de logement et de transport....Cependant, cette catégorie de salariés constitue une minorité parmi les masses des salariés agricoles.

Les ouvriers temporaires et saisonniers travaillent généralement plus de 8h/jour et souvent à un rythme accéléré : le travail à la tâche est également une pratique courante en plus du travail pendant les jours fériés. Le congé annuel est de 15 jours payés dans les meilleurs des cas et selon la « générosité » des entreprises agricoles⁽²²⁾.

Par ailleurs, la présence de plus en plus importante des femmes poussées à travailler dans des grandes exploitations ou dans les stations de conditionnement accomplissent leurs tâches dans des conditions difficiles : travail souvent non déclaré et l'Association Marocaine des Droits de l'Homme et autres organisations et instances syndicales signalent des cas de viol dans les fermes. Par ailleurs, le harcèlement sexuel est souvent cité par les syndicats comme pratique courante et un des facteurs de tension dans les fermes.

Toutefois, en raison du statut dominant des salariés agricoles, celui des temporaires et saisonniers- un statut dont les entreprises trouvent toujours les moyens de le maintenir et de le reproduire- l'adhésion des ouvriers à la caisse sociale reste insignifiante⁽²³⁾. Là aussi on enregistre des différenciations importantes d'une entreprise à l'autre.

La forte présence des salariés agricoles dans la vie rurale du Souss liée à la dynamique de l'agriculture dans la région, l'ampleur des problèmes rencontrés par la main d'œuvre agricole, sont autant de facteurs qui vont favoriser le développement des activités syndicales dans ces milieux. En effet, l'importance de l'organisation syndicale dans les campagnes du Souss est devenu un fait marquant. On trouve un bureau syndical

(21) SMAG : salaire minimum agricole garanti : Le salaire journalier minimal est passé de 50 à 52,50 DH en juillet 2008 et sera de 55,12 DH en juillet 2009. Ce salaire de misère –encore quand il est appliqué- est lui même source de problèmes : difficultés de vivre dans des conditions sociales et économiques décentes permettant par conséquent une meilleure intégration des ouvriers agricoles dans leur environnement socio-économique et culturel.

(22) De même que la faiblesse des revenus en milieu rural est une des principales causes de l'exode vers les villes et par conséquent un facteur d'accroissement du chômage urbain et contribue à l'extension des différentes formes de déviations aussi bien dans les centres ruraux que dans les villes.

Certaines entreprises agricoles accordent quelques avantages sociaux qui restent toutefois insuffisants : soutien pour l'achat du mouton de Aid lekbir (fête mouton) ; prime de transport, prime sur les opérations de traitement avec des produits phytosanitaires.(12 dirhams/jour !). Dans certains cas, l'entreprise accorde le logement pour une partie de ses ouvriers et ouvrières.

(23) Sur les 130.000 ouvriers permanents déclarés en l'an 2000 au niveau national, seulement près de 30.000 ouvriers sont affiliés à la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale), soit 23% seulement de l'ensemble des ouvriers permanents !

dans les principales entreprises agricoles. Les centrales syndicales considèrent que leur première priorité est d'ouvrir des locaux syndicaux à proximité des lieux de travail... Qui sont à la fois des lieux de rencontre, de réunion, d'information et d'organisation. L'Union Marocaine de Travail (UMT)⁽²⁴⁾ assure l'encadrement de la plupart des bureaux syndicaux. L'organisation des meetings et des grèves est une pratique courante dans ces milieux. Certains militants et responsables syndicaux sont parfois présentés devant les tribunaux. Une telle situation exprime la fragilité des droits des travailleurs et les risques permanents d'être renvoyé arbitrairement ou poursuivi en justice.

En effet, le statut de la majorité de cette migration de la main d'œuvre rend difficile la formation de syndicats ouvriers sinon moins efficace les actions de ceux-ci, et par conséquent constituent un facteur important dans le maintien de bas salaire et les conditions de travail dans l'état actuel du statut de la majorité des ouvriers agricoles. Ce système d'emploi complexe permet donc une précarisation généralisée du salariat agricole.

La concentration et l'extension des entreprises agricoles capitalistes dans le Souss et la présence des milliers d'ouvriers agricoles... ont contribué au développement d'un prolétariat rural plus au moins encadré sur le plan syndical dont les actions et le discours expriment la conscience et l'émergence d'un esprit de classe !

Par ailleurs, les risques de santé dus en l'occurrence à l'utilisation des pesticides et les autres produits phytosanitaires sont rarement évoqués ou pris en considération par les différents intervenants du secteur agricole. Généralement les ouvriers ignorent tout simplement ce qu'ils pulvérisent. Tous les ouvriers des serres décrivent les mêmes symptômes : difficultés respiratoires, crampes abdominales, nausées, diarrhée. D'autre part, le temps de latence entre une exposition à des produits toxiques et le déclenchement de symptômes visibles et identifiables est parfois long.

Conclusion

L'évolution du groupe des travailleurs agricoles dans le Souss traduit les mutations profondes de l'agriculture marocaine en général et celle de Souss en particulier. Cette évolution est marquée par les différentes étapes du développement de l'agriculture : naissance du capitalisme agraire à l'époque du protectorat, consolidation de l'agriculture capitaliste dans les années d'après l'indépendance du pays, évolution des rapports entre le Maroc et la CEE puis avec l'UE par la suite, le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) et les nouvelles données de la mondialisation (la délocalisation...). Par ailleurs, il faut souligner que les différentes catégories d'ouvriers agricoles font parties sans contestation des paysans sans terres ou «insuffisamment

(24) Les travailleurs du secteur agricole sont organisés au sein plusieurs centrales syndicales dont la plus influente est la Fédération Nationale du Secteur Agricole (FNSA) affiliée à l'UMT (Union Marocaine des Travailleurs).

pourvus en terre » et par conséquent leur évolution et leur importance traduisent les profondes mutations que connaît la société rurale marocaine et plus particulièrement les structures agraires.

Faut-il envisager une autre politique agricole et sociale qui tenterait d'enraciner les populations dans la réalité d'un développement local reconnu comme tel et qui leur permette tout simplement d'exister et de vivre dignement. Cette reconnaissance locale, sous-entend une pleine et entière responsabilisation des acteurs en présence, une meilleure gestion des ressources naturelles disponibles, en rupture avec les logiques de "rente" des pratiques étatiques jusqu'alors peu soucieuses de préserver l'avenir des masses ouvrières. Mais également des entreprises citoyennes qui reconnaissent la contribution humaine à leur épanouissement et par conséquent soucieuses du respect des droits des travailleurs et de leur dignité.

S'ils sont désignés parfois comme la cause de l'insécurité, de l'augmentation du taux de criminalités dans certaines communes rurales qui connaissent une forte concentration de cette main d'œuvre, c'est aussi par manque de structures d'accueil, d'encadrement et d'accompagnement des ces nouveaux arrivants laissées se livrer à eux même.

Par ailleurs, la précarisation et la paupérisation de l'ensemble des ouvriers agricoles, les conditions de vie très difficiles montrent que les droits de l'homme les plus élémentaires (logement, santé, éducation) sont loin d'être des acquis pour cette tranche de la population.

Qu'il s'agit du statut, des droits sociaux, de la forme de protection sociale, du temps de travail...sont tant de questions qui méritent études et réflexions. Conduire des enquêtes qui nous permettront de mieux mesurer les évolutions des métiers des ces ouvriers et les différentes formes de mobilités que connaissent les salariés des deux sexes. Comment mènent ils leurs vie sociale et quotidienne ? Il nous revient d'apporter une réflexion sur ces groupes de travailleurs qui cachent en fait une diversité de situations et de statuts, dont les principales composantes sont le salarié d'exploitation permanent et saisonnier. Essayer également de voir comment cette catégorie de la population peut-elle continuer sa contribution au développement de l'économie nationale sans être exclue et marginalisée. Mais également comprendre et analyser les conséquences des déséquilibres démographiques et la désorganisation sociale sur les douars d'origine.

Bibliographie

- AIT HSSAINE A. (2000):** Exploitation de la nappe phréatique dans la plaine des Chtouka (Souss, Maroc) : Comparaison de la situation actuelle avec celle des années soixante . Mosella, tome XXV-N°3-4, pp.353-364.
- AKESBI N. (1996):** La politique d'ajustement structurel dans l'agriculture au Maroc. Risques et périls du désengagement de l'Etat. in politiques agricoles et stratégies paysannes au Maghreb et en méditerranée occidentale. pp71-93.
- ALLAOUI M. (1971) :** Les structures foncières du Souss, ronéo, F.A.O.
- BEN MLIH A. (1990):** Structures politiques du Maroc colonial. Ed. L'Harmattan.
- BENCHRIFA A.(1980):** Une région du Souss en cours de transformation : Chtouka et Massa. Etude de géographie agraire. Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Mohamed V, Rabat.408p
- BOUCHELKHA M. (1997) :** Evolution récente et dynamique spatiale des cultures sous serres au Maroc, le cas du bananier de Massa. RGM, vol. 17, n° 1 et 2, nouvelle série, 1995-1997. pp. 91-105.
- BOUCHELKHA M. (2002) :** La serriculture : Evolution et dynamisme d'un nouvel âge agricole au Maroc, le cas de Souss Massa. In L'espace rural dans le Souss. Héritage et changements, pp.149-177. Ed. Sud Contact. Agadir.
- BOUCHELKHA M. (sous direction) (2002) :** l'Espace rural dans le Souss, héritages et changements. Ed . Sud contact Agadir.
- BOUCHELKHA M. (2007) :** Les campagnes du Souss Massa. Mutations récentes et dynamiques socio-spatiales.. 2tomes 709pages. Imprimerie Al watanya. Marrakech.
- BOURDIEU P. (1984) :** Espace social et genèse des classes. Revue Actes de la Recherche en Sciences Sociales. N° 52-53, pp. 3-12.
- BOURDIEU.P et SAYED. A :** Le déracinement. Edition de minuit. Paris 1973.
- BRIEN P. (1952) :** La colonisation agricole européenne et l'évolution de la plaine du Souss, mémoire de stage, ENA.
- FAURE A. (1954) :** Petite monographie agricole de la région d'Agadir, BESM, Vol XVII pp. 219-246
- GUERRAOUI D. (1985) :** Agriculture et développement au Maroc. Casablanca. Ed. Maghrébine. 231p.
- GUERRAOUI D. (1986) :** Les paysans, quel avenir ? Essai sur l'approche structuraliste. Ed. Maghrébine. 95p
- JOLLIVET M. (1974) :** Sociétés rurales et capitalisme. In les collectivités rurales françaises (T.II), pp.230-259.
- LENINE (1973) :** la question agraire et les critiques de Marx. Ed. Progrès, Moscou.
- Office Régional de La Mise en Valeur Agricole /Souss-Massa. (2007) :** Rapport d'activité de la campagne 2007/2008. Agadir.
- OULALOU F (1996) :** Après Barcelone ... le Maghreb est nécessaire. Les éditions Toubkal et l'Harmattan, Rabat, 335 p.

Pascon P. Ennaji M.(1986) : les paysans sans terres au Maroc. Toubkal. Casablanca

Pascon P. (1980) : Etudes Rurales, idées et enquêtes sur la campagnes marocaine. Ed. Marocaines et Internationales, Tanger.

Stavenhagen, Rodolfo (1974.) structures agraires et sous développement en Afrique et en Amérique Latine (Site Internet)

SEDDIKI A.(1996): Panorama théorique sur le capitalisme agraire, in Revue Marocaine de Droit et d'Economie du développement, Université Hassan II Ain chok Fac. des Sciences Economiques et Sociales, Casablanca, n° 39, 1996/1997, p.19-49.